



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Cycles de l'eau - Projets de Solidarité internationale - Fonds eau loi Oudin Santini - Avenants aux conventions financières - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

La Métropole soutient depuis 2016 des projets de solidarité internationale à travers un fond eau dans le cadre des dispositions de la loi Oudin-Santini. Ce soutien intervient selon deux modalités :

- 1) Un soutien financier par subventions à des porteurs de projets français à travers des conventions financières ;
- 2) Des coopérations décentralisées à travers des conventions de partenariat.

Cette politique publique dans le domaine de l'eau est en lien avec le changement climatique et incarne le positionnement de la Métropole rappelé lors du Sommet Afrique France le 8 octobre 2021 à Montpellier. A partir de 2022, elle pourra être renforcée puis éventuellement élargie à d'autres domaines (déchets, énergie) sur la base d'une stratégie métropolitaine de solidarité internationale en cours de définition.

Il s'agit ici d'approuver trois prolongations de convention par avenant avec :

- L'association Eau pour la Vie au Bénin pour le projet d'adduction d'eau potable et de système d'assainissement sur la Commune de Ouidah ;
- L'association Hydraulique Sans Frontières au Togo pour le projet d'adduction d'eau potable et d'aménagement de latrines dans deux villages du Canton de Tchitchao ;
- La Commune de Saint-Drézery concernant le projet d'adduction d'eau potable sur la Commune rurale Adar, au Maroc.

Avenant de prolongation – Association Eau pour la Vie

L'Association Eau pour la vie et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé une convention le 23 juin 2016, garantissant une subvention pour l'accompagnement par l'association de la Commune de Ouidah au Bénin, dans la réalisation du projet intitulé : Adduction d'eau potable et système d'assainissement (villages de Pahou et Hounhamende).

Le projet consiste à desservir en eau potable le village de Hounhanmendé (6000 habitants) et deux quartiers du village de Pahou (1300 habitants) par la création d'une Adduction d'Eau Villageoise (AEV).

Le projet a pris un délai plus important que celui prévu à la convention initiale, il est proposé d'augmenter le délai jusqu'à la remise par l'association du rapport final des travaux. Le délai maximum est de 6 ans après la signature de l'avenant à la convention. Cette augmentation de délai se fait sans incidence financière, les autres clauses de la convention restent inchangées.

Avenant de prolongation Hydraulique Sans Frontières

L'Association Hydraulique Sans Frontières et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé une convention le 30 octobre 2019, garantissant une subvention de la Métropole à l'association pour la réalisation d'un projet d'adduction d'eau potable et de mise en place de latrines sur le Canton de Tchitchao (Nord du Togo).

Il est proposé un avenant à la convention afin de permettre la finalisation et le versement du solde de la subvention. En effet, bien que les travaux se soient déroulés selon les délais annoncés, le besoin de formation d'une association d'usagers sur le suivi de gestion du patrimoine a impliqué un rallongement du projet dans le contexte de la Covid-19. Le délai maximum est de 4 ans après la signature de l'avenant à la convention. Cette augmentation de délai se fait sans incidence financière, les autres clauses de la convention restent inchangées.

Avenant de prolongation Commune de Saint-Drézéry et Commune d'Adar au Maroc

Une convention de financement entre la Commune de Saint-Drézéry et Montpellier Méditerranée Métropole a été signée en 2018 dans le cadre de la coopération décentralisée entre la Commune de Saint-Drézéry et la Commune d'Adar au Maroc, sur un projet d'équipement Eau potable d'un village sur la Commune d'Adar au Maroc. Le projet vise à équiper le village de Tifelsine, dans la vallée de l'Arghen, au Sud-Est d'Agadir, d'un réseau d'eau potable, à fournir un appui dans la gestion intégrée de la ressource en eau dans la vallée de l'Arghen et à réaliser des formations au bénéfice de la population.

Le projet a pris un délai plus important en raison du contexte de la Covid-19, que celui prévu à la convention initiale, il est proposé d'augmenter le délai jusqu'à la remise des rapports de réalisation du projet et des justificatifs. Le délai maximum est de 4 ans après la signature de l'avenant à la convention. Cette augmentation de délai se fait sans incidence financière, les autres clauses de la convention restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant de prolongation à la convention financière avec l'association Eau pour la vie pour le projet au Bénin ;
- D'approuver les termes de l'avenant de prolongation à la convention financière avec l'association Hydraulique Sans Frontières pour le projet au Togo ;
- D'approuver les termes de l'avenant de prolongation à la convention financière avec la Commune de Saint-Drézéry pour le projet au Maroc ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Yvon PELLET, M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172703-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1
- Annexe 2- AVENANT 1 Convention 3M - HSF.docx
- Annexe 3- AVENANT 1 Convention 3M - SAINT DREZERY.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.